

Comment ne pas avoir la gauche la plus bête du monde ?

Les polémiques à gauche autour des débats parlementaires et notamment de la censure interrogent des militants sur le grand écart entre les débats médiatiques notamment parlementaires, et la vie concrète des gens « d'en bas »... On sait que la droite est largement majoritaire en France, certes divisée entre macronistes, LR et extrême-droite, mais au total, ils représentent les deux tiers de l'assemblée. Ce n'est pas parce que certains ont répété sans cesse et très médiatiquement « la gauche a gagné, elle doit gouverner » que ça change quoi que ce soit.

Le rapport de force politique correspond au rapport de force social

Les syndicats ne mobilisent que moins de 10% des actifs dans les plus grandes journées de mobilisation sur les retraites, 3 millions dont beaucoup de retraités, même si une majorité des salariés les soutenait... dans les sondages. Et remontent du terrain les difficultés de mobilisation pour l'emploi, les salaires, le logement, les droits. Dans le dernier cycle d'élections professionnelles, on atteint 83% des entreprises de moins de 50 salariés qui n'ont pas de candidats aux élections, et même 56% de celles de 50 à 300 salariés, en nette hausse... Dans la fonction publique en 2022, la participation chute à 44% et en 2024 pour les TPE, la participation n'est que de 5%. Bref, la gauche et le mouvement social sont en crise, mais des députés de gauche se regardent entre eux et dénoncent leur voisin... jusqu'aux insultes traitant Fabien Roussel de Doriot, Olivier Faure d'extrême-droite, des insoumis de complices du terrorisme... La préparation des prochaines élections locales poussent à la concurrence pour se placer en bonne position et dans cette course à la tête d'affiche, Jean-Luc Mélenchon met la barre très haute, annonçant attaquer les maires sortants de gauche dans 140 villes ou LFI fait un score élevé aux législatives. Comme les accords NUPES puis NFP leur ont accordé la quasi-totalité des villes de banlieue, ils sont prêts à attaquer la gauche presque partout. Pour gagner quoi ? Pas faire reculer l'extrême-droite qui a pourtant fait un score élevé dans 270 villes ! Pas pour empêcher un retour de la droite dans les grandes agglomérations gagnées par la gauche en 2020...

Pourtant les dernières élections partielles sont inquiétantes

Inquiétantes pour la gauche dans son ensemble et pour LFI en particulier. Dans l'Isère, LFI perd un siège de député contre un macroniste ! A Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), LFI passe de 40% aux Européennes à seulement 25% dans une élection tirée par le député sortant où la LFI a mobilisé toutes ses forces... Et c'est vrai de toute la

LES REPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2496 – Jeudi 27 février 2025

gauche, dans la métropole de Lyon, la Vice-présidente écologiste perd 14 points sur 2020 dans une municipale partielle !

Tous ceux qui croient préparer 2026 comme une bataille entre forces de gauche sont irresponsables ou aveugles. Au moment où une véritable internationale d'extrême-droite s'organise autour de Trump, où la totalité des grandes plateformes numériques US suivent Musk dans une véritable guerre médiatique des réseaux sociaux, où l'exaspération populaire peut conduire à un raz-de-marée à droite, il y a urgence à rassembler les forces populaires autour d'un projet progressiste !

On dit depuis longtemps que la droite française est la plus bête du monde, car elle s'est presque toujours divisée.

Il ne faudrait pas que l'affaiblissement de la gauche conduise à devenir la gauche la plus bête du monde. Que ce soit en tentant une guerre entre forces de gauche pour gagner sur les autres, tout en laissant le glissement à droite continuer, ou en utilisant des situations locales diverses pour jouer la métropole contre les communes ou l'inverse, ou en faisant des contradictions politiques réelles à gauche un moyen pour « jouer perso » tout en contribuant à l'affaiblissement global de la gauche.

Nous devons construire partout le rassemblement populaire contre les idées d'extrême-droite, qu'elles soient portées directement par l'extrême-droite ou par la droite extrême ! ■



COLLECTIF INTERDÉPARTEMENTAL 65 - 32 - 40
« OSONS LE TRAIN »

POUR LA RÉOUVERTURE DE LA LIGNE FERROVIAIRE
BAGNÈRES-DE-BIGORRE / MORCENX-LA-NOUVELLE
AU FRET & VOYAGEURS

POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ AVEC LA SNCF



65-32-40

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE COLLECTIF « OSONS LE TRAIN » Samedi 1er mars 2025 à 9 h 30 Salle de la Mairie de RISCLES (32)

Les adhérents du collectif, les populations qui aspirent à remettre en service le transport ferroviaire voyageurs et fret entre Mont-de-Marsan et Bagnères-de-Bigorre, sont invités à cette assemblée.

Les élus communaux, communautaires, départementaux, régionaux et nationaux des départements 40-32-65, directement concernés par la réouverture de cette voie ferrée ont été invités par courrier. ■

Rapport de la Cour des Comptes sur les retraites : la vraie vie est ailleurs

Le rapport de la Cour des comptes sur le financement de la Sécurité sociale réussira-t-il à intimider les Français ?

Comme on s'y attendait ces derniers jours, il fait litière des élucubrations de François Bayrou sur un « déficit caché » du régime des fonctionnaires.

Mais il annonce ce que gouvernement et patronat voulaient entendre : une « nette dégradation » de la situation financière de nos régimes de retraites dans les vingt prochaines années.

Pierre Moscovici a le culot de baptiser cela la « vérité des chiffres » alors que ces estimations reposent sur des hypothèses volontairement désespérantes de chômage (7% pour toujours) et de productivité apparente du travail. Dans ces conditions, la Cour des comptes enferme ses projections dans le postulat d'une diminution de la part des richesses consacrées aux retraites de 13,9% du PIB en 2025 à 13% en 2045 !

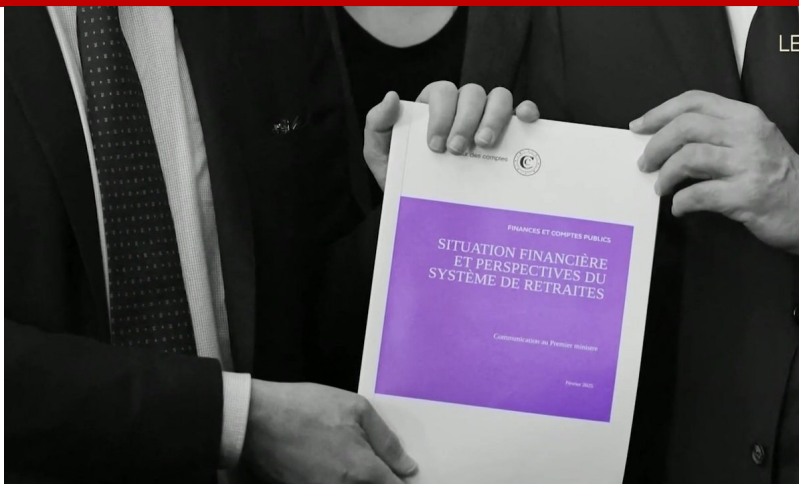
Les travaux du Conseil d'Orientation des retraites avaient pourtant fourni des éléments montrant que le problème n'est pas la démographie mais celui de l'activité, de son contenu, donc du chômage et d'un emploi efficace, donc des capacités humaines à développer. Est-ce pour cela que le gouvernement a choisi de faire appel à la Cour des Comptes, cette institution d'Ancien régime, plutôt qu'au COR, qui réunit dans la transparence experts et représentants des forces économiques et sociales ?

Certes, le rapport entre le nombre des inactif-ves et celui des actif-ves doit augmenter de 25 % d'ici à 2060, mais l'augmentation du PIB en volume, qui mesure les richesses produites, est estimée à 60 % : il y a de la marge si le coût du capital cesse de plomber l'économie !

L'heure n'est donc pas à ergoter sur quelques milliards de cotisations en plus ou en moins sous l'effet d'ajustements à la marge de la durée d'assurance ou des taux de cotisation. Il faut non seulement abroger la réforme de 2023 mais surtout arrêter l'enchaînement infernal des réformes qui, successivement depuis trente ans, dégradent les droits des assurés sans apporter aux régimes de retraites les ressources dont ils ont besoin pour répondre aux attentes que le pays a massivement exprimées dans les mobilisations provoquées par l'annonce de la réforme Macron.

Ce sont ces mobilisations, et celles qui doivent les prolonger, qui font entendre la voix de la raison !

Pour que la retraite au XXI^e siècle soit pleinement « un nouvel âge de la vie, et non une antichambre



de la mort », selon le projet d'Ambroise Croizat, il faut la rendre possible à 60 ans, avec prise en compte des carrières longues, des années d'études, de la pénibilité.

Cela coûterait cher, nous dit-on ? Pour dégager les moyens nécessaires à la protection sociale, aux services publics, aux salaires, il faut donc

oser s'attaquer en priorité au chômage, à la précarité, aux restrictions imposées aux dépenses de formation, et emmener ainsi les entreprises dans un chemin d'efficacité économique, sociale et écologique nouvelle.

Deux pistes majeures de financement doivent être examinées. Elles sont proposées par le PCF mais elles sont portées bien plus largement dans les mobilisations sociales :

- une cotisation additionnelle sur les revenus financiers des entreprises et des banques. À 10 % (taux moyen de cotisation patronale retraite) elle pourrait rapporter plus de 50 Milliards d'euros, tout en incitant les entreprises à se désintoxiquer de la « finance »
- une surcotisation (taux plus élevé, sur la part patronale) des entreprises qui « taillent » dans l'emploi, les salaires et la formation, n'appliquent pas l'égalité salariale femmes/hommes. Plus précisément, dont ceux-ci diminuent ou augmentent moins que la moyenne de leur branche, en s'inspirant de ce qui existe déjà pour les accidents de travail. Il s'agit ainsi d'emmener les entreprises vers un chemin de progrès. Car celles qui contribuent de façon saine et efficace à l'activité et à l'emploi bénéficieront du taux normal, donc moins élevé.

Nous demandons le chiffrage et l'évaluation de cette mesure !

Ces deux mesures combinant pénalisations et incitation permettraient de dégager les ressources nécessaires à une réforme de progrès tout en permettant :

- la suppression des exonérations de cotisations sociales ;
- la sortie progressive de la CSG et une taxation renforcée des revenus proprement financiers des ménages.■

La majorité FDSEA-JA confisque le bureau de la Chambre d'agriculture des Landes

Lors de l'installation du Bureau ce vendredi 21 février, la présidente Marie-Hélène Cazaubon et sa majorité ont refusé de céder une place aux listes d'opposition, qui ont pourtant recueilli plus de voix que la liste majoritaire lors des élections.



Ce vendredi 21 février avait lieu la première session de mise en place de la Chambre d'agriculture des Landes suite aux élections professionnelles du mois dernier. Après l'élection de la présidente Marie-Hélène Cazaubon avec 27 voix pour, 5 blancs et 2 nuls, la constitution du bureau a donné lieu à une première passe d'armes entre la majorité FDSEA-JA et le Mouvement paysan des Landes.

Mélanie Martin, tête de liste du MP, a en effet réclamé que quelques places soient faites parmi les 12 membres du bureau à un représentant de l'opposition, au vu des résultats des élections.

En effet, les scores cumulés du Mouvement paysan et de la Coordination rurale dépassent nettement celui de la majorité FDSEA-JA : 957 voix contre 829.

Une demande similaire a été effectuée par le représentant des salariés CFDT-FGA, lequel juge important que les nombreux salariés du secteur soient représentés au bureau.

Deux demandes rejetées illico par la présidente nouvellement réélue, au prétexte que sa liste de 12 membres était déjà constituée.

Les élus du Mouvement paysan ont alors tenté de constituer une liste dissidente, comprenant des membres de la FDSEA-JA, du Mouvement Paysan, de la Coordination rurale et des syndicats de salariés. Mais les élus de la FDSEA-JA ont refusé de voir leur nom inscrit sur cette liste.

Il a donc été procédé au vote du bureau composé exclusivement de membres issus de la majorité, lequel a été approuvé par 25 élus, 6 bulletins blancs et 3 nuls.

En excluant plus de la moitié des agricultrices et agriculteurs landais de représentativité au bureau de la Chambre, la présidente et sa majorité ont raté une occasion d'appliquer le consensus et l'ouverture dont ils se réclament en permanence dans leurs discours. Les élus du Mouvement paysan dénoncent cette vision monolithique de la gouvernance agricole, qui creuse un peu plus les fractures qui traversent notre profession et pousse de nombreux professionnels à l'exaspération et à la radicalisation. ■

Les élus du Mouvement paysan des Landes
Mélanie Martin, Emilie Deligny

Campagne heureuse !

Vivre à la campagne, en ruralité, dans un monde sans cesse en évolution et face à des défis économiques, environnementaux et humains, bouscule nos certitudes.

Services publics, mobilités, accès aux soins, éducation, aménagement, agriculture et vivre-ensemble sont des défis sans cesse à relever.

Pour échanger sur toutes ces questions, nous vous invitons à participer à une rencontre-débat, en présence de :

- **Patrick MAN**, Maire de Hauriet
- **Stéphane LEBOT**, Vice-président du Conseil Départemental de la Gironde
- **Alain BACHÉ**, Conseiller Régional de Nouvelle-Aquitaine

Mercredi 19 mars à 18 h 30
Salle des fêtes - Hauriet

A VOS AGENDAS...

Mardi Gras 4 mars 2025,
traditionnelle croupionnade
de la section d'Amou à 19 h 30

Hall des Sports de Castelnau-Chalosse

Menu : tourrin, omelette aux lardons, croupions de canard sur le grill, salade, beignets, vin, café - Prix 14€

S'inscrire auprès de Christian Lasserre au 05.58.89.36.02 ou 06.08.03.17.29 avant le samedi 1er mars. ■

Fête de l'Huma de PERQUIE
28 et 29 mars - Foyer Rural

Vendredi 28 mars à 18 h 30

Débat public :

« Répondre aux défis d'aujourd'hui : aménagement du territoire ; réindustrialisation ; mobilités pour tous en milieu rural dans le cadre de la transition écologique avec le développement du transport ferroviaire » avec **Jérôme NONAMY**,

conseiller régional d'Occitanie, membre des commissions « Mobilités et infrastructures » et « Urgence climatique ».



« Pour la réouverture de la ligne ferrée Morcenx-la-Nouvelle/Bagnères-de-Bigorre au transport public voyageur et fret » avec **Hervé BUFFAT**, coordonnateur du collectif « Osons le train ».

20 h - Apéritif et repas (12 € tout compris)

Cocktail du Bas-Armagnac

Lasagne / Salade / Canelés / Crème anglaise / Café

Samedi 29 mars à 10 h

Débat « Gagner des avancées sociales pour notre peuple.

Rassembler à gauche une majorité. Les propositions du

PCF » avec **Pierre LACAZE**, conseiller municipal de Toulouse, Vice-président de la région Occitanie, responsable national du PCF en charge des élections.



12 h - Apéritif suivi d'un repas

Menu : Velouté de saison, cassoulet, salade, tarte, café, armagnac - Prix 15 €

Pour les repas du vendredi soir et samedi midi, s'inscrire avant le 24 mars à numéros suivants : 06.83.22.69.81 ; 06.08.61.76.06 ; 06.74.90.64.82 ; 06.79.62.25.87 ; 06.30.17.89.53.

Pendant les deux jours, librairie avec de nombreux ouvrages, expositions sur le 80e anniversaire de la Libération du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau ; sur les ruines à Gaza avec des dessins d'enfants et la campagne PCF pour la paix ; sur le collectif « Osons le train ». ■

Immigration, identité nationale - Stop aux mensonges et à la xénophobie

Depuis quelques semaines, le trio Bayrou, Darmanin, Retailleau s'est lancé dans une surenchère réactionnaire autour de l'immigration et de l'identité nationale.

La majorité présidentielle surmédiatise ces questions volontairement pour faire oublier les choix budgétaires qui vont avoir des conséquences désastreuses pour le pays, les travailleuses, les travailleurs et la jeunesse.

La propagande de droite et d'extrême droite sur l'immigration empêche tout débat rationnel sur le sujet. Les chiffres sont pourtant formels : il y a en France 5,6 millions d'étrangers, soit 8 % de la population. Les principaux titres de séjour délivrés le sont aux étudiants étrangers, fruit du rayonnement de nos universités françaises. Une réalité très éloignée des idées reçues.

La France doit d'ailleurs s'interroger sur son incapacité à faire rester des étudiants, de nationalité française ou pas, dont la nation a payé la formation, et qui partent de plus en plus nombreux à l'étranger.

L'immigration n'est pas un choix, c'est un phénomène social causé par l'impérialisme, les guerres, l'exploitation, les dominations, le capitalisme. Quand elle est encouragée et organisée par le patronat, elle permet au capital d'exploiter une main d'œuvre peu qualifiée, corvéable à merci car en situation administrative précaire.

En proposant de durcir les conditions d'accueil et l'accès aux droits des personnes migrantes, le gouvernement va empêcher l'intégration et créer des personnes en situation irrégulière.

Quant au débat sur l'identité nationale, il est amené de manière malhonnête, stigmatisante et excluante. Au contraire, le MJCF défend une vision politique de la nation, organisée autour de services publics forts, garantissant la réussite de toutes celles et tous ceux voulant contribuer à notre projet commun. Ce n'est effectivement pas qu'une question de nationalité, mais d'adhésion à un contrat social commun. En France, c'est la République qui fonde la Nation et pas l'inverse, est Français tout être humain qui s'affirme citoyen et non sujet.

Le MJCF revendique l'égalité républicaine qui garantit la dignité de toute personne sur le sol français. Les services publics, l'hébergement d'urgence, le logement social, la santé, l'école, la formation sont la base de cette universalité des droits qui fonde l'intégration des personnes migrantes.

Le MJCF revendique la régularisation des travailleuses et travailleurs sans papiers pour que ces derniers puissent s'intégrer pleinement par un travail stable, utile et émancipateur.

Le MJCF propose de rendre inéligibles les personnes condamnées pour racisme ou antisémitisme. ■



FONCTION PUBLIQUE ULTRALIBERALISEE

L'outrage à agent est un délit qui se manifeste par le fait de nuire à la dignité d'un agent public. C'est la loi, mais comment qualifier les différentes «réformes» des services publics ! Quatre ans après la loi de transformation de la Fonction publique, le ministère de la Transformation et de la Fonction publiques a lancé le 9 avril 2024, avec les organisations syndicales de la Fonction publique, les «concertations» sur le projet de loi «Fonction publique» (rémunérations et carrières). Fin des «concertations» prévues le 20 juin 2024. Le gouvernement voulait présenter ce projet de loi en Conseil des ministres à l'automne. Comme si le contentieux n'était pas assez lourd, Stanislas Guerini (ex ministre de la fonction publique) avait choisi d'en rajouter une couche pour confirmer les choix du gouvernement dont la philosophie exprimée par Elisabeth Borne était : «Je veux qu'on lève le tabou du licenciement dans la fonction publique». Le programme se décline par austérité, démantèlement et déni de démocratie sociale. La CGT Fonction publique constatait que le dialogue social n'existait que pour la com. Après l'adresse tardive des documents de propagande gouvernementale sur un soi-disant diagnostic sur les rémunérations, les syndicats ont jugé impossible tout travail sérieux. Une fois de plus, les éléments s'avèrent tendancieux. Les interventions des employeurs, principalement territoriaux, ne laissent aucun doute sur les mauvaises intentions du ministre quand il précise la nécessité de réformer le concours d'accès à la fonction publique, «d'adapter» le Statut, etc, dans le futur projet de loi. La «concertation» était prévue pour être terminée le 20 juin 2024. Environ 2 mois pour traiter les importantes et complexes questions abordées, c'est au-delà de la marche forcée. De ce fait, toutes les organisations syndicales ont à la fois demandé un desserrement du calendrier et ont refusé de débattre sur la base du diaporama ministériel. Le ministre avait rejeté tout délai supplémentaire. Fidèle aux politiques d'austérité du gouvernement, il avait fermé la porte à toute augmentation générale des salaires pour 2024. En revanche, il confirmait sa volonté de faire de la soi-disant reconnaissance du mérite un des axes majeurs du projet de loi. S'y ajoutait la remise en cause des catégories hiérarchiques C, B, A. Avec le démantèlement des CAP (commission administrative paritaire) et des CHSCT, le recours accru aux contractuels, l'amplification des pertes de pouvoir d'achat. Avec la dissolution de l'Assemblée Nationale, Guérini a été battu aux législatives. La suite s'est compliquée pour Macron qui a choisi le LR Barnier contre Lucie Castets du NFP. Admirateur d'Elon Musk aux USA, Guillaume Kasbarian, ministre de la fonction publique, se charge de mettre au pas ultralibéral la fonction publique. Et Bayrou va dans le même sens. Contre eux, le NFP comme la CGT, sont porteurs de propositions pour augmenter les salaires, améliorer les carrières et la reconnaissance des qualifications, promouvoir l'égalité professionnelle, rénover et renforcer le statut. Bayrou, Macron, RN, son enemies dos fonctionaris (Bayrou, Macron, RN, sont ennemis des fonctionnaires). ■

Roger La Mougne